

Togo/Au terme de la première journée de dialogue 45 personnes libérées

AFP

Lomé/Togo

Il s'agissait de l'une des conditions posées par l'opposition.

Le dialogue ouvert lundi à Lomé entre le pouvoir et l'opposition, après six mois de crise politique au Togo, a connu de premières avancées, avec la libération de 45 personnes arrêtées lors des marches contre le pouvoir, ainsi que des personnes poursuivies dans le cadre des incendies de Kara et Lomé, ainsi que le retrait des forces de sécurité dans le nord du pays, comme conditions préalables au dialogue.

"Les discussions se sont déroulées dans une bonne ambiance et ont abouti à des conclusions fructueuses. Les travaux sont suspendus jusqu'à vendredi pour donner le temps aux deux parties de réfléchir à certaines questions qui ont été abordées", a-t-il indiqué. Le "retour à la Constitution de 1992", principale revendication de l'opposition, sera examiné une

délégation ghanéenne. "Le cas des 7 personnes toujours en détention dans l'affaire des incendies des marchés (de janvier 2013), sera transmis aux tribunaux pour qu'ils étudient leur demande de liberté provisoire d'ici mercredi (aujourd'hui)", a précisé M. Osei.

L'opposition exige la libération des personnes détenues depuis leur arrestation lors de manifestations contre le pouvoir, ainsi que des personnes poursuivies dans le cadre des incendies de Kara et Lomé, ainsi que le retrait des forces de sécurité dans le nord du pays, comme conditions préalables au dialogue.

"Les discussions se sont déroulées dans une bonne ambiance et ont abouti à des conclusions fructueuses. Les travaux sont suspendus jusqu'à vendredi pour donner le temps aux deux parties de réfléchir à certaines questions qui ont été abordées", a-t-il indiqué.

Le "retour à la Constitution de 1992", principale revendication de l'opposition, sera examiné une



Photo : AFP / L'Union

Première mesure d'apaisement, au bout de la première journée de dialogue, la remise en liberté de 45 personnes arrêtées lors des marches de ces derniers mois contre le pouvoir.

fois l'étape des mesures d'apaisement franchie.

"Les deux parties ont convenu que la délégation gouvernementale sera la bienvenue aux discussions. La coalition augmentera à son tour son effectif en fonction du nombre de représentants du gouvernement", a indiqué M. Osei. Chacune des deux parties – une coalition de 14 partis d'opposition et le parti au pouvoir (Union pour la République, Unir) – est représentée par sept délégués.

MANIFS SUSPENDUES. Le pouvoir et l'opposition ont aussi accepté de sus-

pendre les manifestations jusqu'à la fin du dialogue. Le président togolais Faure Gnassingbé, qui était resté silencieux ces derniers jours, a salué hier sur son compte Twitter "le bon déroulement des travaux préparatoires ayant permis l'ouverture du dialogue".

"Unis par notre appartenance à la mère patrie, le Togo, je reste convaincu que nous parviendrons entre filles et fils d'une même nation, à nous entendre sur l'essentiel", a-t-il affirmé.

Le chef de l'Etat a ensuite "invité chacun de nous à

promouvoir la tolérance et à demeurer préoccupé par la paix et le développement de notre cher pays".

Le dialogue, qui doit durer une dizaine de jours, devrait notamment aborder le rétablissement de la Constitution de 1992 – qui prévoyait un maximum de deux mandats présidentiels –, une transition politique et des réformes électorales.

Depuis septembre, des marches populaires pour demander la démission du président Gnassingbé et la limitation à deux du nombre de mandats présidentiels rassemblent des milliers, voire des dizaines de milliers de personnes.

Le président actuel a succédé en 2005, avec le soutien de l'armée, à son père, le général Gnassingbé Eyadéma, qui avait dirigé sans partage le pays pendant 38 ans. Il en est aujourd'hui à son troisième mandat, ayant été réélu lors de scrutins contestés par l'opposition, en 2010 et en 2015.

L'Afrique en bref

• **Guinée équatoriale/Justice.** La revendication de Malabo devant la CIJ

La Guinée équatoriale a revendiqué hier son "indépendance totale" devant la Cour internationale de justice (CIJ) face à la France qu'elle accuse d'avoir violé l'immunité du fils du président équatorialien condamné par un tribunal parisien dans l'affaire dite des "biens mal acquis".

• **Liberia-France/Diplomatie.** Weah à l'Elysée

Le président français Emmanuel Macron reçoit ce mercredi le nouveau président libérien George Weah, ex-star du foot, pour un déjeuner de travail à l'Elysée en présence de nombreuses personnalités du monde sportif, comme les footballeurs Didier Drogba et Kylian Mbappé.

• **Zimbabwe/Politique.** Tsvangirai enterré dans son village

Le chef de l'opposition zimbabwéenne, Morgan Tsvangirai, rival historique de l'ancien président Robert Mugabe, a été enterré hier dans son village de Buhera (est), en présence de milliers de ses partisans, de diplomates et de responsables politiques.

A travers le monde

• **Allemagne/Politique.** Alliance avec Merkel : le SPD à l'heure du vote

Le parti social-démocrate allemand a commencé hier à consulter sa base sur le projet d'alliance avec Angela Merkel, alors qu'il traverse une crise sans précédent : il est désormais dépassé dans les sondages par l'extrême droite.

• **Etats-Unis/Politique.** Trump apporte son soutien à Romney pour une sénatoriale



Donald Trump a apporté son soutien à l'ancien gouverneur républicain du Massachusetts et ancien prétendant à la Maison Blanche Mitt Romney, qui est aujourd'hui candidat à une élection sénatoriale en Utah et qui l'a pourtant souvent critiqué.

• **Iran/Accident.** Crash d'avion : l'évacuation des corps s'annonce délicate

Les secours iraniens ont localisé hier l'épave d'un avion de ligne qui s'est écrasé dimanche avec 66 personnes à bord dans une zone de haute montagne, mais l'évacuation des corps s'annonce longue et périlleuse.

Afrique du Sud/Politique

Ramaphosa veut "panser les plaies" du massacre de Marikana

AFP

Le Cap/Afrique du Sud

34 mineurs avaient tués par la police, sur laquelle le nouveau président aurait, à l'époque, fait pression.

Le nouveau président sud-africain Cyril Ramaphosa s'est dit hier "déterminé" à "panser les plaies" du massacre de Marikana en 2012, quand la police avait tué 34 employés d'une mine appartenant à la société Lonmin dont il était un administrateur.

"Je voudrais saisir cette opportunité pour aborder le rôle que j'ai joué en tant que l'un des directeurs de Lonmin dans les événements de cette tragique semaine", a déclaré M. Ramaphosa devant le Parlement au Cap (sud-ouest).

"Je suis déterminé à jouer le rôle qui m'incombe pour panser les plaies", a ajouté le nouveau président qui a pris ses fonctions la semaine dernière après la démission de Jacob Zuma. Le 16 août 2012, 34 personnes avaient été tuées à

la mine de platine Lonmin de Marikana (nord) par la police qui avait ouvert le feu sur une foule de grévistes brandissant des armes traditionnelles.

Cette fusillade policière, la pire depuis la fin officielle du régime d'apartheid, avait déclenché une violente vague de grèves dans les mines sud-africaines, faisant une soixantaine de morts.

Cyril Ramaphosa, qui était à l'époque membre du conseil d'administration du groupe minier britannique Lonmin, avait été soupçonné d'avoir fait pression pour que la police casse la grève.

Mais il a été blanchi par une commission d'enquête. Ses adversaires continuent cependant de lui reprocher ce massacre.

En 2015, le leader populiste Julius Malema du parti de gauche radicale des Combattants pour la liberté économique (EFF) l'avait accusé d'être un "meurtrier".

REFORME AGRAIRE. Pendant son intervention devant le Parlement hier, le président Ramaphosa a aussi insisté sur la nécessité de mener à bien une réforme agraire destinée à "panser les plaies" du passé, un sujet au cœur du programme du parti au pouvoir, le Congrès national africain (ANC).



Photo : AFP

Le président Cyril Ramaphosa devant le Parlement hier : "Je suis déterminé à jouer le rôle qui m'incombe pour panser les plaies".

Comme le reste de l'économie sud-africaine, l'agriculture reste largement aux mains des descendants des colons. Les fermiers blancs détiennent 73% des terres, contre 85% à la fin de l'apartheid, selon une ré-

cente étude. "Exproprier sans compenser (les propriétaires) est l'une des mesures qui seront utilisées pour accélérer la redistribution de la terre aux Sud-Africains noirs", a déclaré Cyril Ramaphosa hier. Mais "nous gérons ce problème avec responsabilité, (...) d'une manière qui ne portera pas atteinte à l'économie", a-t-il assuré.

"Nous n'autoriserons pas des interventions s'appa-

rentant à du vol (...). Nous ne ferons pas les erreurs que les autres ont commises", a-t-il encore dit, en référence implicite au Zimbabwe voisin où une réforme agraire controversée lancée dans les années 2000 par le président de l'époque Robert Mugabe a plongé le pays dans une profonde crise économique dont il ne s'est toujours pas relevé.

Le président Ramaphosa a hérité d'un pays à l'économie atone, avec un taux de chômage record (27,7%). Il s'est fixé comme objectifs de relancer la machine économique et de lutter contre la corruption, qui a provoqué la chute de son prédécesseur Jacob Zuma.

Il travaille encore avec les ministres de Jacob Zuma et annoncera une nouvelle équipe gouvernementale "le moment venu", a-t-il précisé hier. Sauf surprise, c'est donc l'actuel ministre des Finances Malusi Gigaba, un allié de Jacob Zuma, qui présentera ce mercredi devant le Parlement le budget pour l'année.